



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

06 octobre 2022

L'aberration du marché de l'énergie reconnue à demi-mot par le Gouvernement : Mais les propositions restent hors-sol !

Lors de leur conférence de presse du 5 octobre, les ministres Agnès PANNIER-RUNACHET et Bruno LE MAIRE n'ont eu de cesse de lister les dérives et les aberrations du marché européen de l'énergie !

La FNME-CGT se félicite que le gouvernement reconnaisse enfin que la libéralisation du secteur de l'énergie est une aberration qui ne profite qu'au capital, aux actionnaires et cela au détriment des usagers, citoyens, professionnels et collectivités.

B. LE MAIRE n'a eu de cesse de faire croire que le gouvernement protège les usagers par ces « aides », « boucliers », « dispositifs » et autres « mesurette » alors qu'en réalité ils ne protègent personne de manière pérenne puisque jamais le gouvernement ne remet en cause le marché de l'énergie !

C'est le marché concurrentiel qui est la cause structurelle de l'envolée des prix de l'énergie à laquelle nous assistons et qui impacte de plein fouet les usagers, particuliers, professionnels et collectivités !

Ne nous y trompons pas : la sobriété INCITATIVE, portée par le gouvernement comme une solution, n'en est rien en matière de prix ! Il est insupportable de faire peser la sortie de la crise aux usagers en les forçant à moins consommer. Cette culpabilisation est d'autant plus inacceptable que l'état du marché européen de l'énergie et la crise que nous traversons sont la résultante des décisions politiques.

L'État français est pleinement responsable de la crise que nous traversons dans le secteur de l'énergie.

Pour la FNME-CGT, le marché doit être questionné dans l'objectif de bâtir un véritable Service Public de l'Energie qui sera seul garant de prix finaux encadrés, règlementés et non volatiles, sécurisants pour tous les consommateurs !

Cette conférence de presse n'a été qu'une mascarade puisque tous les constats sont sans équivoques : le marché est défavorable à TOUS les consommateurs.

Alors que le gouvernement devrait l'assumer et cesser de faire l'autruche, il déborde d'imagination pour proposer la mise en place de dispositifs transitoires pour récupérer des rentes sur la base des différences entre prix d'achat et prix de vente, donner des aides aux plus gros consommateurs, etc.

Pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué ?

Combien coûterait réellement les investissements pour construire un véritable Service Public versus les dizaines de milliards d'aides transitoires que le gouvernement prévoit ?

La FNME-CGT est très inquiète des dispositifs transitoires que le gouvernement annonce vouloir mettre en place : opaques, arbitraires, non contrôlables et défavorables à l'intérêt général !

Contact Presse
Sophie CAVAGNA
06 81 07 72 93
scavagna@fnme-cgt.fr

www.fnme-cgt.fr



FNME CGT
263 rue de Paris 93516
Montreuil Cedex
Tel.: 01 55 82 78 00

#Fédérer les Énergies

L'aveu de faiblesse du gouvernement est une réalité !

C'est une reprise en main de l'Etat qui se profile pour ses propres intérêts économiques sans jamais sortir du marché. Nous subissons une nouvelle aberration politique dont tous les agents du service public avec les citoyens doivent en prendre conscience au plus vite.

Contacts :

Sébastien MENESPLIER et Julien LAMBERT : 06 40 50 69 83

Contact Presse
Sophie CAVAGNA
06 81 07 72 93
scavagna@fnme-cgt.fr

www.fnme-cgt.fr



FNME CGT
263 rue de Paris 93516
Montreuil Cedex
Tel.: 01 55 82 78 00

#Fédérer les Énergies